

Points clés

- Des experts militaires russes estiment que les futures guerres ressembleront au conflit à l'Est de l'Ukraine.
- Le terme de « guerre grise » ou « guerre dans une zone grise » utilisé par les experts russes recouvre des opérations à la jonction de plusieurs types de guerre ou des actes de déstabilisation sans recours aux forces armées.
- Certains experts russes alertent sur l'intensification des risques nucléaires, mais sont hostiles à la reconduction du Traité New Start, car il conduirait à une rupture de l'équilibre stratégique avec les États-Unis.
- Pour la Russie, la condition à la reprise des négociations sur les armes nucléaires est l'inclusion de la question des armes stratégiques non nucléaires et de la défense antimissile.

Concepts et outils des « guerres hybrides »

A. Petrov, expert des questions de défense au Centre d'analyse stratégique et des technologies (CAST), estime que les modèles des guerres modernes se situent désormais dans une « zone grise » à la jonction entre guerre régulière avec la participation des forces armées nationales, guerre anti-terroriste, contrinsurrection, guérilla, etc. Les futurs conflits présenteront des combinaisons sophistiquées associant les forces régulières et irrégulières de toutes les parties. Le scénario d'un tel conflit débutera par des manifestations anti-gouvernementales pacifiques qui dégèneront en guerre civile impliquant des forces régulières et irrégulières (y compris des terroristes) avant de conduire à des interventions étrangères ouvertes ou clandestines (*via* des groupes de militants approvisionnés en armes et en ressources). **Le but de ces « guerres grises » est de démoraliser la population d'un pays cible pour lui imposer sa volonté** (*Moscow Defense Brief* n° 3, 2016).

Pour l'experte militaire T. Gratcheva, **les États-Unis se livrent à une « guerre grise »** (sans recours aux forces armées) **contre la Russie**. Les compagnies militaires et de renseignement privées transnationales qui opèrent en Russie (telles que Booz Allen Hamilton, G4S et Wackenhut) en sont l'un des principaux instruments (*Voïenno-Promychny Kourier*, 13 juillet 2016).

Nucléaire et dissuasion

Selon A. Arbatov, de l'IMEMO, **le risque d'une confrontation armée, voire d'une guerre nucléaire entre la Russie et l'OTAN a atteint son niveau le plus élevé depuis trente ans**. Le Kremlin instrumentalise la question du contrôle des armes nucléaires pour obtenir des gains tactiques : la levée des sanctions et la sortie de l'isolement (*Centre Carnegie de Moscou*, 1^{er} juillet 2016).

Selon l'expert militaire V. Litovkine, dans le contexte du renforcement de l'OTAN près de ses frontières et du déploiement du système antimissile, **la Russie ne peut pas envisager une réduction de ses arsenaux nucléaires**. L'appel au désarmement nucléaire ne serait qu'une manœuvre de Washington destinée à assurer la supériorité militaire des États-Unis. Les négociations sur ce dossier doivent impérativement inclure la question des armes stratégiques non nucléaires et de la défense antimissile. Il est en revanche indispensable d'instaurer une coopération sur la prévention du risque terroriste nucléaire (*Nezavisimoië Voënnoïe Obozrenie*, 24 juin 2016).

Selon A. Bartosz, directeur du Centre de sécurité internationale à l'Université linguistique d'État de Moscou et membre correspondant de l'Académie des sciences militaires, les États-Unis conduisent une politique associant pression militaire et « guerre hybride » dans le but d'isoler et de déstabiliser la Russie. Le système antimissile américain menace directement la force de dissuasion nucléaire russe. **Pour y répondre, la Russie doit développer une capacité de frappes préventives contre les bases opérationnelles avancées en Roumanie et en Pologne** et les aérodromes baltes qui accueillent les appareils de l'OTAN (*Nezavisimoië Voënnoïe Obozrenie*, 24 juin 2016).

Outil militaire : capacités et modernisation

D'après des sources proches de l'administration présidentielle citées par *Kommersant*, **le financement du programme d'armement pour la période 2018-2025 oppose le ministère de la Défense au ministère des Finances**. Néanmoins, selon une source

Points clés

- Le financement du programme d'armement pourrait être revu à la baisse. Les forces nucléaires stratégiques, la défense aérospatiale et les moyens de reconnaissance et de transmission semblent prioritaires.
 - La menace militaire otanienne ne serait qu'un prétexte pour la Russie de critiquer l'Occident. En revanche, l'Ukraine représenterait un enjeu sécuritaire majeur pour la Russie : c'est à la frontière ukrainienne que sont concentrées les forces armées et le matériel militaire.
 - Afin de prévenir un éventuel coup d'État, V. Poutine modifie les équilibres au sein des structures de forces. Cette déstabilisation pourrait cependant affecter l'efficacité des services.
 - Le manque d'instruments de politique étrangère obligerait la Russie à recourir à la force militaire. La diversification de la panoplie d'outils (dont ceux du *soft power*) s'impose.
-

proche du gouvernement, le déploiement des infrastructures de l'OTAN près des frontières russes, la nécessité de maintenir une parité nucléaire avec les États-Unis, le renouvellement nécessaire des équipements militaires, et l'impossibilité d'abandonner les programmes de développement de nouveaux armements qui ont fait l'objet d'investissements importants, placent les militaires et l'industrie de défense en position de force dans les négociations (*Kommersant*, 4 juillet 2016). Pour *Nezavisimoe Voennoïe Obozrenie* (NVO), **le nouveau programme d'armement ne permettra pas le développement de projets coûteux comme les porte-avions, mais se focalisera sur les forces nucléaires stratégiques, la défense aérospatiale et les moyens de reconnaissance et de transmission** (NVO, 24 juin 2016).

Selon R. Poukhov, directeur du CAST, **contrairement au discours officiel, la planification militaire et la recomposition de l'outil militaire russe ne sont pas motivées par la menace de l'OTAN**. Depuis quatre ans, la Russie n'aurait pris aucune mesure pour renforcer ses forces armées à Kaliningrad et dans les régions frontalières des pays Baltes. Au contraire, en 2009-2010, les effectifs à Kaliningrad ont été réduits et des équipements lourds en ont été retirés ; les S-400 déployés à Kaliningrad n'ont fait que remplacer les S-200, devenus obsolètes ; les régions de Pskov et de Leningrad ne reçoivent pas de nouveaux équipements militaires. Face à l'agressivité de l'OTAN, Moscou fait preuve de retenue et ne manifeste aucune intention hostile vis-à-vis des pays Baltes, scandinaves et de la Pologne. En revanche, c'est **le long de la frontière ukrainienne que la Russie déploie des forces considérables, capables de prendre Kiev en étau**. La question ukrainienne constitue un enjeu sécuritaire majeur pour Moscou. Dépourvue de leviers d'influence sur l'Ukraine depuis 2014, elle renforce le seul instrument de pression qui lui reste – la force militaire. De fait, la Russie respecte les sphères d'influence : elle reconnaît que les pays Baltes et la Pologne font partie de celle de l'Occident, mais défend la sienne dans l'espace postsoviétique (*Vedomosti*, 15 juillet 2016).

Pour l'expert militaire K. Sivkov, même si l'arme nucléaire protège la Russie contre une agression ouverte de l'OTAN, **Moscou doit répondre à l'intensification de la présence de l'OTAN à sa frontière occidentale par une augmentation de 50 % des effectifs de ses forces armées (pour atteindre 1,5 million d'hommes sous les drapeaux)** (*RIA Novosti*, 14 juillet 2016).

Siloviki

Selon l'expert politique M. Komine, **V. Poutine anticipe la menace d'un « coup d'État » venant des structures de force**, dont chacune a accumulé des ressources et des pouvoirs considérables, dispose de troupes armées, de ses propres capacités de lobbying dans l'administration présidentielle et au Parlement, etc. Après les avoir renforcées, le président cherche désormais à atténuer leurs influences respectives. Plusieurs initiatives récentes en témoignent : la création de la Garde nationale, la perte de l'autonomie du Service fédéral de contrôle des stupéfiants (FSKN) et du Service fédéral des migrations (FMS) passés sous l'autorité du ministère des Affaires intérieures, l'affaiblissement du Comité d'enquête avec le renvoi de deux vice-directeurs, les mouvements à la tête du Service fédéral de protection (FCO) ou de certains départements du FSB. Ces perturbations, qui obligent le système à chercher constamment un nouvel équilibre, limitent les risques d'un coup d'État. Cependant, ils affaiblissent l'efficacité des services russes, et pourraient conduire à des conséquences imprévisibles en cas de crise et de conflits militaires : des évolutions similaires ont rendu les armées irakienne et syrienne impuissantes face à l'État islamique (*Slon.ru*, 1^{er} juillet 2016).

Contexte stratégique

Selon A. Kortounov, directeur du *Russian International Affairs Council*, Moscou doit, **pour conserver sa puissance sur la scène internationale, élargir et renouveler ses instruments de politique étrangère, notamment en termes de *soft power***, en articulant les intérêts de l'État, des milieux d'affaires et de la société civile (*Russian International Affairs Council*, 15 juillet 2016).

Points clés

- La politique extérieure « musclée » de la Russie a permis de consolider l'électorat de V. Poutine mais elle a aussi fragilisé l'économie russe et les relations avec les pays étrangers. Moscou semble désormais rechercher une relation plus apaisée avec l'Occident.
 - Le projet d'« espace commun » entre la Russie et l'Europe doit être abandonné au profit de coopérations pragmatiques en matière de sécurité régionale et globale.
 - Les analyses des conséquences du Brexit pour la Russie sont mitigées : certains prévoient un impact positif (retour au bilatéralisme, impulsion pour l'intégration eurasiatique), d'autres anticipent un durcissement des relations Russie-UE (renaissance de la PESD, création d'une armée européenne, renforcement de l'influence de l'OTAN et des États-Unis en Europe).
-

Selon A. Arbatov, de l'IMEMO, la politique étrangère de la Russie obéit à un double impératif, intérieur et extérieur : préserver la stabilité du régime et s'imposer comme une puissance politique et militaire majeure sur la scène internationale, égale de l'Occident. Sur le plan national, l'instrumentalisation de la menace extérieure a consolidé l'électorat autour du président. Cependant, la crise économique, la montée de l'hostilité dans les pays limitrophes, l'absence d'alliés fiables et la complexité des relations avec les partenaires régionaux comme la Chine, l'Iran et l'Inde contraignent désormais le Kremlin à réduire le degré de confrontation en-dehors de ses frontières. **Depuis le début de l'année 2016, la Russie semble rechercher une désescalade avec l'Occident.** Dans ce contexte, il est possible que Moscou adopte une position plus souple en Syrie et en Ukraine (*Centre Carnegie de Moscou*, 1^{er} juillet 2016).

Pour M. Troïtski du MGIMO, **la Russie ne pourra pas réintégrer l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie dans sa sphère d'influence.** Le seul moyen d'établir des relations constructives avec les gouvernements de ces pays serait de les aider à régler les conflits séparatistes sur leur territoire. Moscou estime cependant que l'entretien de ces conflits permet d'assurer sa propre sécurité et de préserver son influence dans ces pays, notamment en empêchant leur adhésion à l'OTAN. Or une telle politique rapproche ces pays de l'Occident, ce qui provoque en retour des réactions russes hostiles. Cette spirale rend l'intensification des conflits séparatistes inévitable (*Moskovskii Komsomolets*, 14 juillet 2016).

Russie / Occident

Pour D. Souslov, du Club Valdai, **les relations entre la Russie et l'UE ne s'amélioreront pas dans un proche avenir**, même si les Accords de Minsk sont mis en œuvre. Les modèles politiques et économiques promus par la Russie et l'UE sont incompatibles. Elles doivent donc abandonner le projet d'« espace commun » et refonder leur relation sur la base d'un partenariat entre l'UE et l'Union économique eurasiatique, en coordination avec le projet chinois OBOR et l'Organisation de coopération de Shanghai. Des coopérations pragmatiques sur la sécurité européenne, le contrôle des armements, la stabilisation du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord peuvent et doivent être intensifiées. Contrairement à une idée répandue, **il n'est pas dans l'intérêt sécuritaire et économique de la Russie que l'UE se désintègre** (*Russia in Global Affairs*, 1^{er} juillet 2016).

Selon A. Baounov, du Centre Carnegie, **Moscou accueille favorablement le Brexit, car elle s'attend à une diminution de l'influence américaine en Europe et au retour aux relations bilatérales constructives avec les grands pays européens** – y compris avec le Royaume-Uni (*Centre Carnegie de Moscou*, 24 juin 2016). K. Voronov (Département régional d'études politiques européennes, IMEMO) considère que les tendances centrifuges au sein de l'UE pourraient stimuler l'intégration eurasiatique (*Svobodnaïa Pressa*, 24 juin 2016). Pour N. Topornine (professeur au MGIMO), le Brexit pourrait ouvrir une période de dégel dans les relations Russie-UE (*Gazeta.ru*, 28 juin 2016).

Selon d'autres experts, le Brexit aura au contraire des conséquences négatives pour la Russie : le Centre de conjoncture politique anticipe ainsi un renforcement de l'intégration européenne sous l'égide de Paris et Berlin, notamment par l'élaboration d'une politique étrangère et de défense commune. **Pour assurer la cohésion européenne, l'UE pourrait également accentuer sa politique et sa rhétorique antirusses, ce qui augmenterait le risque d'une nouvelle escalade du conflit avec la Russie** (*Centre de conjoncture politique*, 24 juin 2016). Pour l'ambassadeur russe auprès de l'OTAN A. Grouchko, bien que le retrait du Royaume-Uni affaiblisse l'UE au plan politico-militaire, il pourrait également l'inciter à se consolider, notamment par la création d'une armée européenne (*Vzgliad*, 30 juin 2016). F. Loukianov, rédacteur en chef de *Russia in Global Affairs*, estime que **les États-Unis sont le principal gagnant du Brexit** : l'OTAN cimentera désormais l'unité européenne, ce qui renforcera les positions américaines sur le continent. En outre, le Brexit ouvrira probablement une période de réformes au sein de l'UE dont l'issue est incertaine. À court terme, les dysfonctionnements prévisibles des institutions européennes et le repli sur les problèmes

Points clés

- La possibilité d'un affrontement entre la Russie et l'OTAN à la suite d'un incident n'est pas exclue par les experts russes. Mais le scénario d'une « guerre d'usure » économique qui fragiliserait la Russie leur semble plus plausible.
- Les Ukrainiens se préparent à une longue période de conflit avec la Russie et doivent dans ce contexte adopter une stratégie : contrer l'influence russe, organiser la contrepropagande, discréditer sa politique en utilisant des moyens asymétriques et des effets de surprise.

internes doivent inciter la Russie à diversifier ses partenariats pour trouver une alternative à son « eurocentrisme » traditionnel (*Lenta.ru*, 24 juin 2016). Le politologue A. Deviatov ajoute que le Brexit mine le concept russe de « monde multipolaire » en empêchant l'UE de devenir un pôle de puissance autonome (*Intersection project*, 7 juillet 2016).

Pour A. Manoïlo de la MGU, **la nouvelle stratégie européenne de sécurité, qui présente la Russie comme le « défi stratégique » principal, n'aura pas de conséquences réelles sur les relations entre Moscou et l'UE.** La dépendance vis-à-vis des ressources énergétiques russes empêchera l'Europe de se détourner de la Russie. L'émergence à terme d'une génération de dirigeants européens plus pragmatiques devrait permettre de faciliter les relations (*Svobodnaïa Pressa*, 29 juin 2016).

Selon *Vzgliad*, proche du Kremlin, les Américains agitent la menace d'une agression russe contre la Pologne et les pays Baltes pour obtenir l'adhésion des Européens aux sanctions antirusse et renforcer la solidarité transatlantique. **L'enjeu principal de la mobilisation antirusse initiée par les États-Unis n'est donc pas l'Ukraine, mais l'Europe.** Cependant, les États-Unis sont en train de perdre cette « bataille pour l'Europe » : les élections en France et en Allemagne porteront inévitablement au pouvoir des forces plus favorables à la Russie. Pour accélérer cette tendance, la Russie doit soutenir les forces nationalistes en Europe, renforcer les coopérations bilatérales et s'imposer face aux États-Unis sur les grands dossiers internationaux (*Vzgliad*, 13 juillet 2016).

Russie / OTAN

Parmi les facteurs susceptibles de provoquer un affrontement entre la Russie et l'OTAN, le Centre de conjoncture politique identifie le renforcement de la présence militaire de l'OTAN près des frontières de la Russie, le système de défense antimissile, le rôle croissant de l'Alliance en Europe après le Brexit, la perspective d'une intégration de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie, l'assimilation des cyber-attaques à des actes de guerre. **L'escalade pourrait survenir brutalement, comme en Ossétie du Sud en 2008 ou à la suite d'un incident aérien ou naval, avec des conséquences imprévisibles qui pourraient conduire à un affrontement militaire** (*Centre de conjoncture politique*, 8 juillet 2016).

Pour S. Ermakov (RISI, proche de l'administration présidentielle), les décisions prises au sommet de l'OTAN à Varsovie ont pour objectif de renforcer l'Alliance dans sa confrontation avec la Russie. Dans le pire des scénarios, cette confrontation pourrait prendre la forme d'une déstabilisation de certaines régions russes (notamment Kaliningrad) conduisant au morcellement de la Russie. **Il est cependant plus probable que l'OTAN cherche à conserver le *statu quo* – « ni guerre, ni paix », ce qui entraînera la Russie dans une course aux armements, fragilisera son économie et la contraindra à des compromis avec l'Occident.** Dans le cadre du conflit Russie-OTAN, des incidents navals ou aériens pourraient survenir, mais une escalade est peu probable car l'OTAN n'en a pas les moyens (*Svobodnaïa Pressa*, 11 juillet 2016).

Selon l'expert du PIR-Center P. Louzine, la volonté d'apaisement affichée par Moscou à la veille de sommet de l'OTAN à Varsovie (comme l'adoption d'un nouveau programme dans la région baltique destiné à assurer la sécurité des vols militaires) ne traduit pas un changement de cap de la politique extérieure du Kremlin : **Moscou alterne les « cycles de durcissement et d'assouplissement » pour élargir sa marge de manœuvre.** Cette tactique crée des doutes sur ses intentions et met à l'épreuve la solidarité transatlantique et européenne. L'objectif est également de contrarier le rapprochement des pays nordiques avec l'OTAN et de s'imposer comme un partenaire incontournable en Syrie (*Intersection Project*, 11 juillet 2016).

Ukraine

O. Bondarenko de *Moskovskii Komsomolets* estime que **la réintégration du Donbass au sein de l'Ukraine n'est plus possible** : l'utilisation du rouble comme devise locale, la distribution de passeports des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, l'interdiction des chaînes de télévision ukrainiennes, l'absence d'aides et

Points clés

- Malgré une coopération renforcée sur les dossiers iranien et syrien, la Russie demeure un partenaire de second rang pour Israël, qui privilégie ses relations avec les États-Unis.

- Les experts russes sont divisés sur les perspectives de la coopération avec la Turquie à la suite de la réconciliation : future « alliance stratégique » pour les uns, la relation restera minée par les rivalités dans l'espace postsoviétique pour les autres.

d'investissements ukrainiens depuis le début du conflit ont consolidé le mouvement séparatiste. (*Moskovskii Komsomolets*, 7 juillet 2016).

L'hebdomadaire ukrainien *Zerkalo Nedeli* (Kiev) appelle le gouvernement ukrainien à se doter d'une nouvelle stratégie à l'égard de la Crimée « occupée » : 1) il faut se préparer à une guerre, car la Russie militarise la presqu'île en y disposant des systèmes d'armes modernes et renforce les contingents des forces armées tout au long de la frontière avec l'Ukraine ; 2) une campagne active de contrepropagande s'impose : elle doit exploiter les échecs et les failles de la politique russe en Crimée en se servant de « cyber-armées » ; 3) une politique d'ouverture doit être menée vis-à-vis des habitants de la Crimée loyaux à l'égard de l'Ukraine (simplification de toutes les démarches administratives, possibilité d'admission dans les universités ukrainiennes, etc.). **Compte tenu du déséquilibre des moyens, l'Ukraine doit recourir à des réponses asymétriques** (*Zerkalo Nedeli*, 16 juillet 2016).

V. Gorbouline, conseiller du président ukrainien et directeur de l'Institut national des études stratégiques (Kiev), estime que **l'Ukraine doit se préparer à vivre en conflit avec la Russie pendant des décennies**. Le scénario d'une guerre ouverte n'est pas à exclure, car la Russie concentre des forces considérables à la frontière ukrainienne sous prétexte de répondre à la menace de l'OTAN. Pour dissuader et affaiblir la Russie, l'Ukraine doit adopter une démarche 1) asymétrique 2) proactive et innovante 3) stratégique sur tous les plans (diplomatique, économique, informationnel, etc.). Elle doit rééquiper son armée avec du matériel moderne et multiplier les initiatives politiques extérieures pour imposer son ordre du jour dans les instances internationales (accélération de la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU, création de coalitions en Europe de l'Est comme l'axe mer Baltique-mer Noire, obtention de l'interdiction du concept de « Monde russe », renforcement de la coopération avec l'OTAN et la création d'une flottille avec la Roumanie et la Bulgarie). Enfin, elle doit limiter la participation russe dans le contrôle des entreprises ukrainiennes (*Zerkalo Nedeli*, 2 juillet 2016).

Moyen-Orient

Sur le partenariat russo-israélien l'éditorialiste N. Sourkov estime **que la relation bilatérale a certes atteint un « sommet » politique, économique et militaire mais Israël ne fera pas évoluer ses alliances et restera liée à Washington**. Les dossiers iranien et syrien restent les piliers du dialogue bilatéral entre les deux pays : Tel Aviv souhaiterait que Moscou pèse davantage sur la présence iranienne en Syrie et dissuade Téhéran de fournir au Hezbollah des armements sophistiqués. Pour sa part, Israël pourrait servir de médiateur entre Moscou et Ankara (*Russian International Affairs Council*, 14 juin 2016).

Pour V. Moukhine, de la *Nezavissimaïa Gazeta*, **la confrontation entre les États-Unis et la Russie en Syrie ne fait que commencer**. Les opposants au régime Assad seraient armés par les Américains *via* la Turquie et la Jordanie. Les avions et les hélicoptères syriens étant pour la plupart pilotés par des équipages russes, les deux pays sont – de fait – déjà entrés en guerre (*Nezavissimaïa Gazeta*, 11 juillet 2016).

Le journaliste de *Vzgliad* P. Akopov estime qu'**après la réconciliation récente avec la Russie, la Turquie pourrait devenir son allié stratégique**. Les désaccords entre les pays subsistent, mais ils ne sont que tactiques. Les deux pays souhaitent l'instauration d'un État stable et uni en Syrie. L'islamisation de la Turquie ne représente pas une menace, mais relève d'une quête d'identité nationale. La Russie doit soutenir une Turquie forte et indépendante des forces extérieures : « le modèle idéal pour la Russie serait une Turquie qui ferait partie de l'Union eurasiennne et non pas de l'OTAN » (*Vzgliad*, 19 juillet 2016). Le président de l'Institut du Proche-Orient E. Satanovski estime au contraire que **la normalisation des relations entre la Russie et la Turquie ne pourra pas conduire à une alliance** : la Turquie poursuit des « activités antirusses » dans les pays de la CEI, y compris en Ukraine (*RIA FAN*, 29 juin 2016).

Terrorisme

Pour A. Malachenko, du Centre Carnegie de Moscou, la Russie utilise la lutte contre

Points clés

- Le départ de nombreux islamistes russes pour le Levant a permis d'affaiblir l'Émirat du Caucase. Certains groupes islamistes tchéchènes en Syrie prennent leurs distances avec l'État islamique.

- Gazprom redoute que le projet de gazoduc Trans Adriatic Pipeline ne réduise considérablement la dépendance de l'Europe au gaz russe.

l'État islamique (EI) pour renforcer au Moyen-Orient ses positions face à un Occident décrédibilisé. L'EI lui est également « utile » au plan intérieur : **l'organisation terroriste a attiré les éléments les plus fanatiques de l'espace postsoviétique et contribué ainsi à l'affaiblissement de l'Émirat du Caucase** (*Nezavissimaïa Gazeta*, 29 juin 2016).

E. Sokirianskaïa, de l'International Crisis Group, relève que **les combattants tchéchènes qui opèrent au sein d'unités islamistes indépendantes sur le théâtre syrien ont pris leurs distances par rapport à l'État islamique** suite à l'attentat d'Istanbul le 28 juin. Outre le rejet de la violence dirigée contre les civils, cette rupture est liée au fait que les rebelles tchéchènes ont besoin de la Turquie comme base logistique. L'attentat d'Istanbul a pourtant impliqué des Tchéchènes et des Daghestanais, signe d'une division au sein de la mouvance islamiste du Nord-Caucase (*Kavkazkii Onuzel*, 13 juillet 2016).

Énergie

Selon M. Kroutikhine du Centre Carnegie de Moscou, la direction de Gazprom serait de plus en plus préoccupée des conséquences pour la Russie du projet de pipeline TAP (*Trans Adriatic Pipeline*) qui prévoit de relier les champs gaziers de la Caspienne au Sud de l'Italie. Ce pipeline, qui devrait être mis en service en 2020, permettrait au marché européen de réduire considérablement sa dépendance vis-à-vis du fournisseur russe. Gazprom serait alors contraint de baisser ses prix pour rester compétitif sur le marché européen (*Centre Carnegie de Moscou*, 17 juin 2016).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère de la Défense.